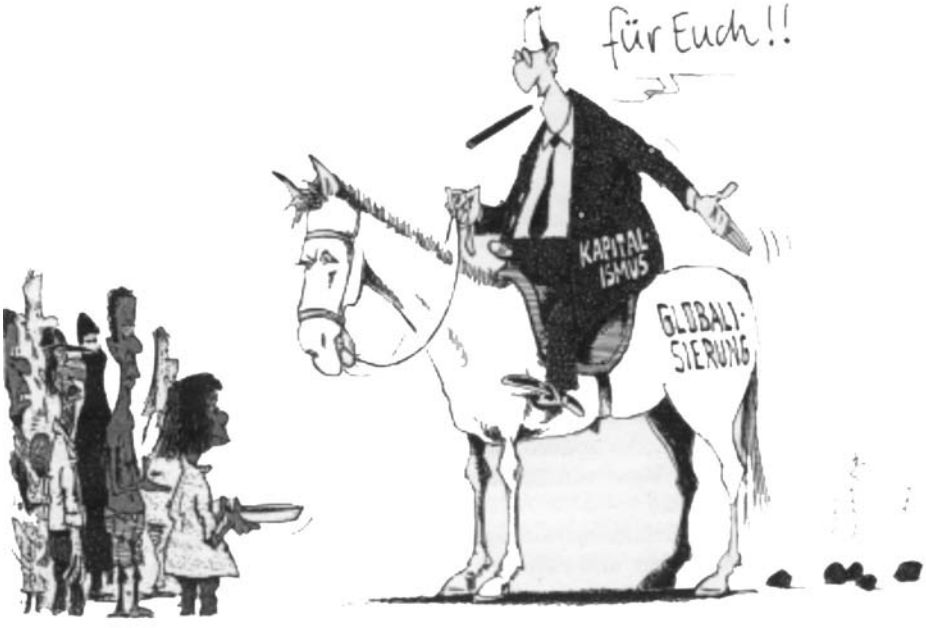
Le sommet mondial de l'alimentation de la FAO

Un monde qui reste sur sa faim

Au Nord comme au Sud, le monde paysan se prolétarise, et l'on ne distingue plus la nourriture saine des produits toxiques.

Le sommet mondial de l'alimentation de la FAO vient de clôturer à Rome et la déception est grande. Si tout le monde est d'accord sur les constats, on ne semble pourtant pas capable de passer aux actes qui s'imposent.

Même si 95% des personnes souffrant de la faim vivent dans les pays du Sud, l'insécurité alimentaire touche désormais le Nord comme le Sud. Le système agroalimentaire productiviste innonde les marchés du Sud, favorisé en cela par les nouvelles règles du commerce mondialisé établies par l'OMC. Face à la concurrence imbattable des grands producteurs agricoles, les petits agriculteurs et leurs familles s'appauvrissent jusqu'au point de devoir abandonner leurs terres. Au Nord comme au Sud, le monde paysan se prolétarise, et l'on ne distingue plus la nourriture saine des produits toxiques.



Publik -Forum 11/2002

Il n'est dès lors pas étonnant que le mouvement des paysans et des paysannes de par le monde attendaient beaucoup du sommet mondial de l'alimentation. Ils avaient contribué à réunir les conditions pour que ce somment devienne un succès: les syndicats de paysans, les ONG et autres organisations de la société civile (OSC) réunis dans le mouvement de la Via Campesina ont travaillé depuis un an, au niveau de chaque continent, pour élaborer un ensemble de propositions communes visant à éradiquer la famine.

De nombreuses réunions ont eu lieu. Elles ont mobilisé des énergies, fait naître des espérances. Elles ont surtout permis de montrer qu'il existe un consensus de la part des organisations de base autour du principe de souveraineté alimentaire et du refus général des OGM en agriculture.

Via Campesina, comme tant d'autres avait identifié les raisons essentielles qui freinent l'éradication de la faim alors que la production agricole, à l'échelle de la planète est largement suffisante pour nourrir les populations:

- souvent les populations rurales pauvres n'ont pas d'accès aux terres, ni aux ressources nécessaires à la production (notamment à l'eau);

-à l'inverse des agricultures des pays riches, les paysans des pays pauvres n'obtiennent aucune subsidiation de leur production et les accords commerciaux inter-

nationaux interdisent la moindre protection de leurs marchés;

- la libéralisation des échanges entreprise dans le secteur agricole depuis 1995 a contribué à déstabiliser les marchés au détriment des petits producteurs;

-les situations de conflits rendent les situations d'insécurité alimentaire encore plus aigues et c'est dans ces situations que les famines éclatent le plus rapidement.

Mais en adoptant le texte officiel "Alliance internationale contre la faim", sans même prendre une seconde pour consulter les propositions de la société, les gouvernements et les Nations unies ont montré à Rome leur mépris pour la démocratie participative.

En continuant à prêcher pour l'ouverture des marchés et les biotechnologies, ils tournent cyniquement le dos à la paysannerie et aux pauvres et se jettent définitivement dans les bras des multinationales.

Au lendemain d'un tel camouflet, Via Campesina se demande si le temps qu'elle devait investir dans des ateliers - maintenant inutiles - à affiner des propositions sur lesquelles les riches, qu'ils soient du Nord ou du Sud, ne jettent même pas un regard, ne serait pas plus utilement consacré à élaborer des stratégies d'actions, de lutte et de résistance ?

Plus que jamais l'heure semble venue de globaliser la lutte pour globaliser l'espoir !

mike mathias

(Brennpunkt Drëtt Welt 204 - juin 2002)

Plus que jamais l'heure semble venue de globaliser la lutte pour globaliser l'espoir !

Face à cette situation nous ne pouvons guère trouver de solution dans un contexte de libre échange indiscriminé, d'alignement des prix sur le moins disant mondial, de baisse tendancielle des prix agricoles réels. (…)
Sur le plan européen et plus particulièrement au sein de l'Union Européenne, la Politique Agricole Commune (PAC) nous a permis, malgré certaines insuffisances, d'arriver à une large autosuffisance alimentaire. Le marché à lui seul ne peut pas tout faire. Il nous faut des Etats bien organisés, qui combattent la pauvreté et renoncent à la course aux armements et à la violence.
Nous devons reconnaître le droit de chaque pays - ou groupe de pays - à la souveraineté alimentaire, et notamment à l'autosuffisance alimentaire. Nous sommes dans l'obligation de soutenir ce modèle d'agriculture par nos efforts en matière d'aide au développement.

*D*iscours de Monsieur Fernand Boden
Ministre de l'Agriculture,
au Sommet mondial de l'alimentation:
cinq ans après,
à Rome 10 - 13 juin 2002

Alors, concrètement, Monsieur le ministre, que propose le gouvernement luxembourgeois pour soustraire l'alimentation au libre échange? Que les denrées alimentaires soient exemptées des lois de l'Organisation mondiale du commerce? Nous serons de votre côté pour ce combat-là! Et toutes les ONG de la Via Campesina seront avec vous! Mais avez-vous déjà pris la peine de les rencontrer?

forum